

## Vie régionale → L'actu

**ALIMENTATION** ■ Le Réseau Marguerite propose des ingrédients aux enseignants pour mener des projets au collège

# Une éducation du champ à l'assiette

Le Réseau Marguerite, qui accompagne des programmes innovants en éducation agri-alimentaire dans le secondaire, souhaite se développer dans l'Ouest rhodanien et les Monts du Lyonnais.

Sécolène Perret  
segolene.perret@centrefrance.com

Comment les enseignants du secondaire peuvent-ils sensibiliser leurs élèves, citoyens de demain, à la justice agricole et alimentaire ? C'est en cherchant la réponse à cette question que le Réseau Marguerite a vu le jour, il y a quatre ans, dans la région lyonnaise.

### Un concours de cuisine avec 110 élèves

« L'association est née suite à une initiative qui s'était développée entre une chercheuse\* et des profs du secondaire souhaitant travailler concrètement, avec des adolescents, sur la justice agri-alimentaire, précise Myriam Laval, présidente et cofondatrice du Réseau Marguerite. Notre idée était de sensibiliser des collégiens, à travers des programmes et des projets, afin d'ouvrir leur champ des possibles et développer leur esprit critique sur l'agriculture et l'alimentation. »

Aujourd'hui, l'association propose aux enseignants une solution clé en main en mutualisant des ressources sur des projets



**DISTRIBUTION.** Des élèves de 4<sup>e</sup> du collège Elsa-Triolet à Vénissieux, en présence de Mayi Laborde, maraîchère à Thurins, lors de la distribution, le 1<sup>er</sup> avril, des paniers de l'AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) solidaire qu'ils ont créée.

autour de la justice agri-alimentaire. « Nous avons, par exemple, organisé un concours de cuisine avec 110 collégiens avec lesquels nous avons travaillé tout au long de l'année sur les produits qu'on allait cuisiner, les recettes, est-ce qu'on prenait des produits locaux, des produits de saison, quels étaient les kilomètres alimentaires de nos recettes... Toutes ces séances qui ont permis d'organiser le concours ont été mises sous forme de kit afin de permettre à n'importe quel collège de mettre en place un projet identique. »

Les idées sont particuliè-

ment variées, de la création d'une AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) à l'invention d'un jeu de société, en passant par l'organisation d'un forum des agriculteurs, une réflexion sur l'alimentation au Moyen-Âge ou encore un travail approfondi sur une recette de cuisine. Toutes ont pour point commun d'aborder l'alimentation comme un sujet complexe, avec de nombreuses thématiques transversales. Car « l'alimentation, pour nous, c'est aller du champ jusqu'à l'assiette, insiste la présidente, originaire de Saint-Lau-

rent-de-Vaux (fusionnée avec Vaugneray) dans les Monts du Lyonnais. Les programmes autour de la justice agri-alimentaire, qu'ils durent deux heures ou une année entière, doivent ainsi obligatoirement prendre en compte la production, la commercialisation et la gouvernance alimentaire, la nutrition santé et la solidarité alimentaire. » Si le Réseau Marguerite partage ses ressources en termes de projets, « nous mutualisons aussi des contacts, des approches et des techniques ou des astuces, comme par exemple, pour rechercher des financements. L'idée,

c'est vraiment de mutualiser autour de la justice

agri-alimentaire en proposant un accès à toute la base de données pédagogiques que nous avons créée ».

### Un bilan positif

Après quelques années d'existence, l'association dresse un bilan positif de son action. « Les enseignants impulsent la dynamique mais ce sont les jeunes qui font tout dans le projet. On les voit mûrir, s'investir, y compris des élèves qui sont plus difficiles. On déconstruit aussi leurs préjugés sur l'agriculture lors de rencontres avec des agriculteurs ou de visites dans des fermes. On sait qu'ils ne vont pas changer leurs habitudes alimentaires aussitôt mais on aura planté de petites graines. C'est un pari sur l'avenir ; c'est de l'éducation. » ■

(\*) Julie Le Gall, chercheuse à l'École Normale Supérieure de Lyon.

➔ **Contact.** Renseignements sur <https://reseau-marguerite.org>, par mail ([contact@reseau-marguerite.org](mailto:contact@reseau-marguerite.org)) et sur Facebook "Association Réseau Marguerite".

### ■ Du Rhône à l'Amérique du Sud

Le Réseau, né il y a quatre ans à Vénissieux, regroupe aujourd'hui des enseignants, des chercheurs et des acteurs du monde de l'agriculture et de l'alimentation. Tous les profils géographiques sont représentés, du centre-ville de Lyon à la banlieue (Villerbanne, Vaux-en-Velin, Vénissieux), en passant par le périurbain (Chaponost, Tassin, Villefranche-sur-Saône) et des collèges ruraux comme dans l'Ain. Une cinquantaine d'établissements scolaires y adhèrent désormais, de la métropole lyonnaise à la région parisienne. « L'une de nos deux salariées travaille actuellement pour essayer dans la région de Poitiers et en Occitanie. L'association est amenée à se développer dans toute la France et même à l'étranger où nous sommes déjà présents au Mexique, au Chili et en Argentine, la chercheuse Julie Le Gall ayant travaillé dans ces pays. »

**RÉGIONALES** ■ Les candidats écologistes sont venus échanger avec les membres des collectifs Quicury et Paysan

## De l'artificialisation des terres agricoles dans l'Ouest rhodanien

Des représentants de la liste EELV (Europe Écologie-Les Verts) en Auvergne Rhône-Alpes ont rencontré une vingtaine de membres de deux collectifs, samedi 24 avril, à Saint-Romain-de-Popey.

Les collectifs Paysan et Quicury ont invité les candidats aux élections régionales à s'exprimer sur l'artificialisation des terres agricoles et naturelles. Fabienne Grébert, la tête de liste EELV en Auvergne Rhône-Alpes, était attendue mais empêchée par une obligation de dernière minute. C'est finalement Cécile Michel, tête de liste EELV dans le Rhône, et son co-listier Bertrand Go-



**CANDIDATS.** Cécile Michel, tête de liste EELV dans le Rhône, et son co-listier Bertrand Gonin, maire d'Éveux, ont écouté les arguments développés par les membres de deux collectifs, samedi 24 avril.

nin, maire d'Éveux, que les membres des deux collectifs ont accueillis.

La rencontre s'est déroulée sur la future zone du Smadéor (Syndicat mixte

d'études, d'aménagement et de développement économique de l'Ouest rhoda-

nien). L'occasion pour le collectif Quicury, qui s'oppose à l'artificialisation des terres agricoles dans l'Ouest lyonnais et dénonce « la destruction de zones humides, la bétonisation, les pollutions et l'opacité des opérations », de présenter aux visiteurs les projets de zones d'activité à Sarcey et Saint-Romain-de-Popey, portés par la Communauté d'agglomération de l'Ouest rhodanien et la communauté de communes du Pays de l'Arbresle.

### « Donnons la priorité à nos paysans »

Pragmatique et mesuré, le collectif Paysan partage des convictions similaires, déplorant « le morcellement

des terrains agricoles et le grignotage opéré par la création des zones d'activité ». « Il suffit de maintenir les espaces actuels pour le maraîchage, l'élevage, la vigne et les cultures afin de pouvoir nourrir à la fois la population locale qui le réclame de plus en plus, mais aussi nos bêtes, a insisté Florence, l'une de ses membres auprès des candidats EELV. Donnons la priorité à nos artisans et à nos paysans au lieu de construire une plateforme logistique. Nous induisons, indirectement, beaucoup plus d'emplois. Nous sommes de tous horizons politiques mais nous avons une vocation paysanne commune. » ■

Marc Selvini